

Budget—M. Hovdebo

prend des décisions qui favorisent les grosses sociétés, quand le budget favorise des sociétés, nous confirmons la vérité de cette affirmation. Nous confirmons que les sociétés qui contrôlent l'économie protègent leurs investissements en contrôlant l'action politique du gouvernement.

On entend souvent parler des dangers de la mainmise de l'État sur l'économie. Quel est le danger de la mainmise des sociétés sur l'État? Non contents au Canada d'admettre l'idée du contrôle de l'État par les grosses sociétés, nous avons permis que ces sociétés appartiennent à des étrangers non résidents. Le Canada a une participation étrangère non résidente et une domination étrangère non résidente de son industrie plus importantes que les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Japon mis ensemble.

Des voix: Bravo!

M. Hovdebo: Cette participation étrangère dépasse les 75 milliards. En valeur réelle, elle est beaucoup plus élevée, et elle appartient pour 80 p. 100 à des Américains.

Depuis des années et dans l'avenir prévisible, à moins que le gouvernement actuel ou ses successeurs ne renversent la tendance, le maintien du contrôle étranger de l'économie canadienne sera financé par les profits réalisés au Canada. Nous avons des tendances à l'auto-destruction. Nous donnons les fonds que nous produisons aux sociétés étrangères pour qu'elles puissent s'emparer d'une plus grande partie de notre économie. A qui appartiennent certaines industries canadiennes? Les chiffres datent d'un an. La propriété étrangère est de 63 p. 100 dans la fabrication, de 91 p. 100 dans l'industrie du gaz et du pétrole, de 88 p. 100 dans l'industrie des produits électriques et de 99 p. 100 dans le raffinage du pétrole, quoique ce dernier pourcentage ait pu diminuer avec l'expansion de Petro-Canada.

● (2030)

La situation empire. Des secteurs chez nous où il n'y avait pas de contrôle étranger tombent rapidement aux mains d'étrangers. L'industrie de gros, de détail, l'industrie forestière et l'agriculture sont toutes menacées. Même les pompes funèbres commencent à fléchir. Les transactions qui se font à l'heure actuelle pourraient bien faire que nous serons enterrés par une entreprise étrangère.

Les meilleurs bénéficiaires de notre économie prennent le chemin des États-Unis. Nous exportons des capitaux au rythme de \$500,000 l'heure. Ce qui veut dire 12 millions par jour, ou plus de quatre milliards par année. Pas étonnant que nous ayons un problème de balance de paiements. Pas étonnant que nous soyons dans un pétrin économique.

Nous devons racheter notre pays. Si nous n'y parvenons pas, nos descendants auront des emplois peu intéressants et mal rétribués dans des sociétés sous domination étrangère; leur choix sera limité et le chômage général. La dette nationale s'accumulera indéfiniment et deviendra un bien lourd fardeau. Le temps nous manque. L'heure est venue de devenir maîtres chez nous. De plus en plus les ressources monétaires de notre économie affluent à New York où elles sont empruntées par notre gouvernement fédéral, nos gouvernements provinciaux et nos municipalités canadiennes à des taux d'intérêt élevés.

Le ministre des Finances prétend que nous ne pouvons faire autrement que de hausser nos taux d'intérêt. Pourquoi? Parce que nous devons attirer des sommes sans précédent de capitaux étrangers pour compenser les sorties d'argent. Nous avons

besoin ici des sommes qui quittent le Canada à titre de frais de gestion, d'intérêts et de profits. Et pourtant nous devons payer des taux d'intérêt élevés pour emprunter cet argent qui nous a échappé. Nous sommes dans une piètre situation quand l'argent, ce prétendu moyen d'échange, devient si puissant qu'il éclipsé tout ce que nous faisons ou espérons faire. Je prétends, monsieur l'Orateur, que le gouvernement ferait mieux de mettre au point une structure financière sous contrôle canadien au lieu de présenter un budget qui exploite la population canadienne. La mise en œuvre d'une structure financière de ce genre nous opposerait directement à Bay Street et à Wall Street. Il faudrait que le gouvernement ait du courage, notamment le présent gouvernement, car il légiférerait alors contre ses amis.

Le budget ne tente même pas de réaménager la structure financière et ne fait donc rien au sujet de la propriété étrangère ou de l'inflation. En appuyant le présent budget, on appuie la propriété étrangère et on abandonne tout aux sociétés multinationales. Il ne fait rien au sujet des taux élevés d'intérêt et il augmente les impôts de façon détournée.

Merci, monsieur l'Orateur, de m'avoir donné l'occasion d'intervenir à la Chambre à propos du budget.

Des voix: Bravo!

L'hon. Walter Baker (président du Conseil privé et ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, c'est la deuxième ou troisième fois que j'ai le plaisir et l'honneur de féliciter un nouveau député à la Chambre, en l'occurrence le nouveau représentant de Prince-Albert (M. Hovdebo), à l'occasion de ses débuts d'orateur dans notre enceinte. Je tiens à le faire sans réserve, dans la meilleure tradition de la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Je voudrais qu'il sache que peu importe le temps qu'il siégera ici, il n'y a pas de plus grand honneur que de siéger à la Chambre des communes, de quelque côté que l'on soit. Je crains qu'il ne siéger de ce côté de la Chambre pendant un bon bout de temps, s'il a l'occasion de siéger, mais j'espère que ce sera pour lui une expérience enrichissante.

Le député a dit dans son discours une chose que j'ai trouvée extrêmement intéressante et que personne d'entre nous ne devrait oublier. Il a dit que les Canadiens étaient victimes de diverses tensions économiques. Depuis 16 ans, les Canadiens sont victimes de l'absence de direction au pays.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est avec sincérité que j'ai félicité le nouveau député et j'espère qu'il n'en doutera pas, même si je lui dis que l'un des problèmes qui nous accable au Canada est l'appui constant que son parti a accordé aux responsables des difficultés économiques des Canadiens.

Il ne fait aucun doute que la situation des agriculteurs canadiens n'est pas brillante. Il est évident aussi que la petite entreprise est en difficulté. Lorsqu'il était au pouvoir, le gouvernement que nous avons vaincu aux élections du 22 mai 1979, et que nous vaincrons encore aux prochaines élections...

Des voix: Bravo!

M. Baker (Nepean-Carleton): Ce gouvernement a causé plus de torts à la petite entreprise, aux agriculteurs—qui sont les meilleurs propriétaires de petites entreprises—aux fonction-